



Photo : John Ferguson/Oxfam

DE L'ESPACE POUR SE FAIRE ENTENDRE

Mobiliser le pouvoir citoyen pour transformer l'espace civique

La tendance globale à la réduction de l'espace civique musèle les voix des citoyens et menace l'existence même de la société civile. Sans l'espace nécessaire pour faire entendre sa voix, s'organiser et agir, il est très difficile d'accélérer un développement favorisant l'intégration de tous. Les citoyens, les acteurs de la société civile et leurs alliés doivent formuler une réponse globale et faire passer un message fort pour défendre notre espace commun de participation, d'expression et d'action.

RÉSUMÉ

Partout dans le monde, l'espace dans lequel les personnes peuvent s'exprimer, s'organiser et agir contre la pauvreté, les inégalités et les injustices s'amenuise. Dans de nombreux pays, les citoyens risquent des restrictions importantes et sont confrontés à des mesures de répression lorsqu'ils tentent d'exercer leurs droits fondamentaux, notamment lorsqu'ils dénoncent la corruption et les dysfonctionnements politiques. Les restrictions et la répression touchent de la même manière des organisations qui sauvent des vies et apportent des services essentiels à des populations qui en ont besoin, des communautés qui défendent leurs moyens de subsistance et réclament une part équitable des ressources naturelles, et des militants qui luttent en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes.

D'un pays à l'autre, l'évolution de la réduction et de la transformation de l'espace civique n'est pas la même. Certaines personnes estiment que la société civile menacent leurs pouvoirs et avantages, et font en sorte de réduire cet espace. De même, l'espace civique peut être mis à mal par ceux qui attaquent les valeurs fondamentales qui sous-tendent des espaces civiques sans exclusion et par ceux qui évoquent des préoccupations de pure façade liées à l'espace civique dans le cadre des relations internationales, mais qui traitent en priorité leurs autres intérêts. Il est urgent de disposer d'un espace civique qui permette d'exprimer des intérêts et des idées, et de mener des actions en faveur de ces idées, de tenir compte des tensions et des différences, et de trouver des points communs. Il est impossible d'envisager des stratégies visant à garantir la sécurité nationale, à favoriser le développement ou à préserver l'équilibre social sans la composante essentielle que représente l'espace civique. Pourtant, bon nombre de dirigeants utilisent les objectifs de sécurité, de développement ou d'équilibre pour restreindre l'espace civique au lieu de l'agrandir. Dans de nombreux cas, l'obligation de rendre des comptes est insuffisante et le discours concernant le développement est modifié, ce qui a des répercussions négatives sur la capacité de la société civile à s'unir pour défendre efficacement l'espace civique.

Toutefois, de nombreuses initiatives dans le monde entier ont montré que des personnes, des militants, des acteurs de la société civile et leurs alliés étaient capables de résister à cette tendance à la réduction de l'espace civique et de tirer parti des transformations de cet espace. L'espace civique peut être protégé et peut même être étendu si les citoyens se mobilisent pour défendre leurs libertés fondamentales, si des acteurs de la société civile divers et déterminés forment des alliances solides et travaillent ensemble, si les dirigeants font montre d'une volonté politique d'offrir des espaces politiques et légaux, et si les entreprises respectent et défendent les libertés civiques. Il est de la plus haute importance pour la société civile et ses alliés de canaliser et de regrouper leurs efforts individuels pour produire une réponse globale et défendre l'espace commun dont nous avons besoin pour ouvrir le dialogue, débattre et agir.

Remarque concernant l'emploi du terme « citoyens » : les habitants de certains pays ne sont pas en mesure d'exercer l'ensemble de leurs droits de citoyens. Dans ce document, nous employons le terme « citoyens/citoyennes », car il sous-entend des devoirs et des responsabilités bidirectionnels entre les personnes et les détenteurs d'obligation ou les décideurs qui ont des incidences sur leur vie. L'espace civique représente l'un des éléments indispensables pour apporter des changements dans les vies des personnes qui sont privées de leurs droits.

1 INTRODUCTION

Créer un avenir qui soit sûr, juste et sans pauvreté : c'est la vision qu'Oxfam partage avec des milliards de personnes de par le monde. Pour faire de cette vision une réalité, il faut que des citoyens actifs puissent échanger avec des États tenus de rendre des comptes et des entreprises responsables afin de créer des solutions qui conviennent à tous et non pas seulement à quelques privilégiés. Les acteurs de la société civile ont un rôle essentiel à jouer dans la réussite de ces échanges. En tant que partenaires des États et des entreprises, ils fournissent souvent des services essentiels, sans exclure personne. Ils jouent en outre un rôle d'observateur critique et font pression pour demander aux responsables de rendre des comptes. De plus, ils mènent un travail de plaidoyer en faveur des droits des personnes marginalisées. Une société civile dynamique se caractérise par la réunion de tous ces rôles variés et par un vaste ensemble de sujets d'intérêt.

Toutefois, l'espace dont la population dispose pour faire entendre sa voix, s'organiser et lutter contre la pauvreté, les inégalités et les injustices s'amenuise partout dans le monde. Au cours des 12 dernières années, les droits politiques et les libertés civiles ont diminué à l'échelle mondiale¹. Cela n'a nullement entamé la motivation, le courage et la créativité des mouvements sociaux, des groupes féministes, des défenseurs des droits humains, des militants individuels et des autres acteurs civils, qui continuent de faire entendre leur voix. En revanche, il est plus difficile et dangereux pour eux de mener leurs activités, et il leur arrive même de risquer leur vie².

La restriction de l'espace civique musèle les voix des citoyens et menace l'existence même de la société civile. Face à cette situation très préoccupante, Oxfam fait cause commune avec des citoyens, d'autres acteurs de la société civile et leurs alliés pour défendre notre espace commun. Les acteurs de la société civile et citoyens du monde que nous sommes ne pouvons pas nous permettre d'attendre qu'il n'y ait plus d'espace de liberté d'expression et d'action. Les restrictions de l'espace civique menacent nos droits fondamentaux de citoyens. Ces restrictions mettent à mal le bien-fondé de la lutte que nous menons en tant qu'acteurs de la société civile en faveur de l'égalité et de la justice. Elles compromettent le contrat social entre les citoyens et les gouvernements. Elles réduisent notre capacité à contribuer à la réduction de la pauvreté et à un développement sans exclusion. Elles limitent les moyens dont nous disposons pour faire face aux crises humanitaires. Dans le fond, la réduction de l'espace civique met à rude épreuve notre pouvoir collectif de détermination de notre avenir.

Défendre l'espace civique n'appartient pas uniquement à une partie de la société civile, comme les organisations ou les militants qui œuvrent à la défense des droits humains. Nous comptons sur la diversité, les compétences et le dynamisme de la société civile pour développer un espace civique utile et en reprendre possession. Des actions coordonnées de militants, d'universitaires, de journalistes, d'organisations de la société civile, de responsables politiques progressistes et d'autres alliés sont nécessaires pour renverser la situation.

Ce document présente l'analyse et l'action stratégique d'Oxfam, à la base de notre contribution à la défense globale de l'espace civique. En nous fondant sur l'analyse des principaux facteurs de réduction de l'espace civique au niveau mondial, nous

définissons quatre changements clés qui sont selon nous nécessaires pour reprendre et créer plus d'espace civique. En fin de document, nous formulons quelques principes clés et invitons les organisations de la société civile, donateurs, gouvernements, entreprises et les citoyens/citoyennes qui soutiennent ces mêmes principes à prendre part à notre lutte commune de protection, de défense et d'élargissement de l'espace civique.

2 LA RÉDUCTION DE L'ESPACE CIVIQUE MENACE LE DEVELOPPEMENT INCLUSIF

Le concept d'espace civique

L'**espace civique** fait référence aux structures, processus et instruments juridiques, et à l'absence de restrictions, permettant aux citoyens de s'associer, de s'organiser et d'agir au sujet de problèmes qui les concernent, en dehors de la sphère privé, étatique ou économique. L'espace civique est essentiel pour que la société civile puisse subsister et se développer. L'espace civique constitue une condition indispensable pour que les membres de la société civile puissent défendre leurs intérêts, affirmer leurs valeurs et leurs identités, revendiquer leurs droits, demander aux détenteurs de pouvoir de rendre des comptes, améliorer leurs conditions de vie, apporter des changements positifs à la société et coopérer avec d'autres acteurs de façon pacifique. Il est notamment possible de participer à la société civile seul, en tant que militant ou journaliste indépendant, ou en s'associant à d'autres personnes, faisant partie d'organisations locales, d'ONG, de syndicats, d'associations religieuses, de mouvements sociaux, d'initiatives populaires et d'autres groupes.

Ces dernières années, une tendance à la réduction de l'espace civique a été observée dans divers pays du globe. Entre juin 2016 et septembre 2017, l'outil de suivi le Monitor de CIVICUS, Alliance mondiale de la société civile, a enregistré 292 détentions de militants, 304 actes de harcèlement et d'intimidation visant des militants, 184 agressions de journalistes, 181 cas d'usage excessif de la force contre des manifestants et l'adoption de mesures législatives restrictives dans 72 cas³. En réalité, le nombre d'événements similaires est probablement plus élevé, car les chiffres ci-dessus ne représentent que les faits signalés à CIVICUS.

La tendance à la restriction de l'espace civique concerne les États totalitaires comme les démocraties, dans toutes les régions du Nord et du Sud⁴. La tendance est observée au niveau mondial, mais se manifeste de façon spécifique selon les pays et les régions, et les facteurs en jeu ne sont pas les mêmes partout. Il est possible de nuancer la compréhension de la situation en se penchant sur le contexte national, au-delà du diagnostic général de réduction de l'espace civique. Hormis dans quelques pays, la réduction de l'espace a rarement lieu à tous les niveaux et au même rythme pour tous les acteurs et pour tous les sujets de préoccupation.

Dans certains pays, les autorités étatiques tentent d'imposer des restrictions sur les groupes qui contestent les actions du gouvernement ou des élites, tout en

favorisant les groupes qui les soutiennent. Dans d'autres pays, des gouvernements acceptent la présence d'organisations internationales de développement, mais répriment activement et parfois violemment des militants et des groupes locaux les plus critiques. Dans les sociétés très patriarcales, les militantes sont la cible d'attaques non seulement parce qu'elles sont des citoyennes qui s'expriment sans détour, mais aussi parce qu'elles sont des femmes qui s'expriment ouvertement. Des réglementations discriminatoires envers les femmes sont souvent utilisées de façon stratégique pour étouffer les voix féminines discordantes⁵.

Des politiques et réglementations encadrent les activités des organisations de la société civile, pour garantir que ces organisations présentent les mêmes normes en matière de professionnalisme, d'obligation de rendre des comptes et de transparence que celles qu'elles demandent aux autres. Toutefois, dans de nombreux contextes, les réglementations relatives à la société civile ne fournissent pas un cadre juridique neutre et sont appliquées de manière sélective pour faire taire les critiques. En outre, les procédures administratives exigées sont souvent disproportionnées par rapport à la taille des organisations et de leurs activités. Les petites organisations locales et les groupes communautaires peu structurés en particulier ont du mal à se conformer aux exigences et cadres administratifs lourds et complexes. Les restrictions imposées aux organisations coïncident souvent avec la répression de manifestations et de la liberté des médias, ou font suite à de tels événements, et les citoyens perdent alors toute possibilité de s'exprimer et d'agir sur les sujets qui les préoccupent.

Oxfam, qui collabore étroitement avec des organisations de la société civile et des personnes partout dans le monde, constate les effets de la réduction et de la transformation de l'espace civique dans ses activités quotidiennes. La réduction de l'espace civique met à mal les objectifs de lutte contre la pauvreté, d'un développement fondé sur des droits et l'ensemble des objectifs fondamentaux d'Oxfam : le droit de se faire entendre, le droit à la vie et à la sécurité, le droit à des moyens de subsistance durables, le droit à l'identité et le droit aux services essentiels⁶.

LE DROIT DE SE FAIRE ENTENDRE

Le phénomène global de réduction de l'espace civique équivaut à un refus de reconnaître les droits fondamentaux de s'exprimer librement, d'accéder à l'information et le droit à la liberté d'association et de réunion pacifique. Les autorités des États restreignent l'espace que leurs citoyens ou que certains groupes de la population ont à disposition pour exposer les problèmes sociaux et les dysfonctionnements politiques, pour exprimer leurs inquiétudes sur les actions menées et pour proposer d'autres solutions pour leur pays. Il s'ensuit qu'il devient impossible pour les citoyens de faire entendre leur voix et de décider du cours de leur propre vie et de leur avenir.

Les personnes marginalisées n'ont jamais vraiment eu la possibilité de s'exprimer et de revendiquer leurs droits, et cette possibilité a toujours fait l'objet de nombreuses contestations. Les organisations de la société civile qui réussissent à réellement s'implanter sur le terrain peuvent grandement aider les personnes marginalisées à se faire entendre. Toutefois, les difficultés auxquelles ces organisations sont confrontées sont de plus en plus nombreuses. Des gouvernements tentent de discréditer des organisations essentielles, en indiquant

que leurs activités vont à l'encontre des intérêts de la nation, ou qu'elles sont motivées par des considérations politiques, ou encore en taxant ces organisations d'« agents étrangers ». Les organisations qui n'hésitent pas à dire ce qu'elles pensent risquent de faire l'objet de poursuites pénales pour ne pas avoir respecté des obligations administratives déraisonnables et les autorités sont susceptibles de suspendre leurs activités ou de bloquer leurs avoirs.

Un exemple ougandais montre que l'État mène délibérément des actions visant à réduire l'espace civique, en violation des libertés de parole, d'expression et d'association. L'espace civique a été subitement obstrué en août 2017, à la suite de manifestations contre deux amendements à des dispositions existantes de la Constitution. Des personnes ont été arrêtées et des incursions ont eu lieu dans les bureaux de cinq organisations de la société civile. Environ 29 organisations ont dû présenter des documents administratifs au pied levé. Les comptes bancaires personnels des employés d'une organisation et les comptes bancaires de deux autres organisations ont été bloqués.

Les deux lois contestées concernaient la suppression de mesures de protection pour les acquéreurs fonciers et la suppression d'une limite d'âge pour le président. La modification concernant les conditions d'âge des candidats aux élections présidentielles a été adoptée en décembre 2017. D'après certaines études, 85 % des Ougandais étaient contre la suppression de la limite d'âge pour le président, mais ils n'ont disposé d'aucun espace pour exprimer leur mécontentement. De même, les médias n'ont pas pu partager librement des informations sur ces thèmes⁷.

LE DROIT À LA VIE ET À LA SÉCURITÉ

Les restrictions imposées à l'espace civique compromettent la capacité des acteurs civils à protéger les droits des personnes déplacées, des personnes en danger ou des personnes ayant besoin d'aide humanitaire en raison de catastrophes, de conflits ou de problèmes d'insécurité. Un accès direct aux pays, aux régions et aux populations concernés est nécessaire pour assurer une intervention humanitaire efficace. Dans de nombreux pays, Oxfam a constaté que cet accès était de plus en plus restreint, pour des motifs politiques, et que des obligations administratives lourdes à gérer limitaient la capacité des acteurs civils à fournir une aide rapide, efficace et impartiale aux personnes en difficulté.

Cela a notamment été le cas dans l'État d'Arakan au Myanmar, où des restrictions administratives et l'accès limité à la région ont profondément perturbé les opérations humanitaires d'Oxfam⁸. La réduction de l'espace consacré à l'aide humanitaire bafoue les droits des personnes touchées par des conflits et des catastrophes d'accès à l'eau salubre, à l'alimentation, à des installations sanitaires et à d'autres services essentiels, et accroît leur vulnérabilité et leur insécurité.

LE DROIT À DES MOYENS DE VIE DURABLE

Les sources d'énergie, les aliments, l'eau et les terres se font de plus en plus rares, et les effets du changement climatique pèsent toujours plus sur les moyens de subsistance des populations partout dans le monde, en particulier les plus marginalisées. Le phénomène de réduction de l'espace civique exacerbe le

problème. En effet, les communautés et les militants concernés n'ont aucun moyen de dénoncer les pratiques injustes de l'État et du secteur privé, qui compromettent l'accès de la population aux ressources dont elles ont absolument besoin pour vivre.

Dans divers pays, les membres du personnel d'Oxfam, des partenaires et des militants ont été menacés, agressés et emprisonnés après avoir défendu les droits fonciers de paysans pauvres ou avoir réclamé qu'une part plus équitable des ressources naturelles revienne aux communautés locales. Au moins 1 000 personnes qui défendaient l'environnement et les terres ont été tuées depuis 2010 et beaucoup d'autres ont été menacées, accusées à tort, agressées et emprisonnées⁹. Parmi elles se trouvent des partenaires et alliés d'Oxfam, dont Berta Cáceres, Nelson García et Lesbia Yaneth Urquia du COPINH, le Conseil civique d'organisations populaires et indigènes au Honduras. Ils ont été assassinés en 2016 parce qu'ils défendaient le droit des indigènes de gérer durablement leurs terres et de les exploiter¹⁰.

LE DROIT À L'IDENTITÉ

La citoyenneté suppose des droits et des obligations, qui font partie du contrat social entre les citoyens et leur gouvernement. Cela inclut les droits de s'exprimer, de se réunir et de participer aux décisions qui concernent les vies des citoyens. Toutefois, nombreux sont les gouvernements qui restreignent les droits fondamentaux de leurs citoyens et portent atteinte à ce contrat social. En outre, les États privent souvent certains groupes de la population du statut officiel de citoyen et de leurs droits fondamentaux. Il est par conséquent impossible pour ces groupes de prendre en main leur avenir et de prendre part à la vie publique du pays dans lequel ils se trouvent. Leur droit de circuler librement et leur accès aux services essentiels sont également limités.

La sexualité et le genre font partie intégrante de l'identité. Chaque fois que des discriminations sont fondées sur la diversité de l'identité de genre et de l'identité sexuelle, il est essentiel que des organisations et des militants courageux agissent pour faire évoluer les choses. Dans la plupart des pays, ces organisations et militants sont confrontés en première ligne à la réduction de l'espace civique. Des défenseuses des droits humains et des militants LGBTQI sont menacés et agressés en raison de leur identité et de la cause qu'ils défendent. De telles agressions sont commises par des agents gouvernementaux et des acteurs non étatiques, comme des membres de la communauté ou de groupes conservateurs.

En 2016, le gouvernement Tanzanien a interdit des projets de diffusion d'informations au sujet du VIH et du sida ciblant les homosexuels, a interrompu des programmes financés par les États-Unis qui fournissaient des services médicaux à la communauté gay et a fermé des cliniques privées dans lesquelles des personnes séropositives étaient soignées. Un groupe d'avocats et de militants qui défendent les droits humains, inquiets des effets désastreux de ces décisions sur la communauté LGBTQI de Tanzanie, a envisagé d'engager des poursuites contre le gouvernement pour réclamer la réouverture des cliniques privées dispensant des soins aux personnes séropositives. En octobre 2017, 13 membres de ce groupe ont été détenus pour avoir « promu l'homosexualité ». Cet événement et d'autres faits similaires partout dans le monde engendrent un climat de peur au sein des communautés LGBTQI.

Les agressions ne visent pas seulement les organisations et les personnes qui défendent les droits et la dignité de personnes dont les identités sexuelles et de genre sont marginalisées. Aux Pays-Bas, des chroniqueurs ont reçu des menaces de mort après avoir travaillé sur le dossier de la discrimination raciale dans ce pays¹¹.

Comme a été documenté ailleurs, dans certains contextes, les personnes au pouvoir tentent de maintenir ce pouvoir en réprimant les voix dissidentes et minoritaires¹². Cela contribue à créer une atmosphère d'intolérance et de peur qui peut être manipulée pour stigmatiser ou attaquer davantage les groupes vulnérables.

LE DROIT AUX SERVICES ESSENTIELS

Il n'est plus à prouver que le fait d'investir dans des services essentiels, comme l'éducation et la santé, permet de réduire la pauvreté et les inégalités¹³. Les organisations de la société civile ont un rôle primordial à jouer en tant que fournisseurs de ces services aux personnes marginalisées lorsque les pouvoirs publics ne sont pas capables ou refusent de s'en charger. Toutefois, de par le monde, les organisations de la société civile constatent qu'il est de plus en plus difficile de fournir les services dont les populations les plus marginalisées ont grandement besoin. Les diminutions des financements étrangers, les attaques publiques et les obligations administratives démesurées absorbent l'énergie des équipes et les ressources financières des organisations de la société civile qui viennent en aide aux communautés marginalisées. En Inde, par exemple, la loi sur les réglementations et les contributions étrangères exige des organisations de la société civile qu'elles demandent des autorisations spéciales pour recevoir des fonds de l'étranger. En 2016 et 2017, les demandes d'au moins 32 organisations de la société civile ont été rejetées et des milliers d'autres autorisations n'ont pas été renouvelées parce que les organisations n'avaient pas satisfait l'ensemble des conditions administratives¹⁴.

Quand les organisations de la société civile ont des difficultés à fournir des services essentiels, les conséquences peuvent être désastreuses si le gouvernement ne propose pas de services publics gratuits et sans exclusion. Or, dans les situations dans lesquelles les services diminuent, l'espace dont disposent les acteurs de la société civile pour demander aux autorités de rendre des comptes diminue généralement encore plus. Les organisations de la société civile, les militants et les journalistes qui militent en faveur de la transparence budgétaire et dénoncent la corruption sont victimes de campagnes de dénigrement, de censure, d'actes d'intimidation et de violences¹⁵. Il y a fort à parier que la corruption et la mauvaise gestion augmenteront si les initiatives de surveillance menées par la société civile et par les médias sont entravées¹⁶. L'insuffisance des ressources publiques risquent alors de ne plus permettre de financer des services publics destinés à l'ensemble de la population.

3 FACTEURS DE RÉDUCTION DE L'ESPACE CIVIQUE AU NIVEAU GLOBAL

La formation et le développement de l'espace civique au niveau national dépendent de diverses dynamiques de pouvoirs et d'une conjonction d'intérêts locaux et nationaux variés. Diverses tendances régionales et mondiales influent à leur tour sur ces dynamiques nationales. Nous avons mis en évidence six facteurs clés de la réduction de l'espace civique au niveau mondial.

Transformation des équilibres des pouvoirs mondiaux : montée en puissance de la pensée relative à la souveraineté nationale et à la non-ingérence

Nous vivons dans un monde multipolaire où la division traditionnelle Nord-Sud n'est plus aussi pertinente qu'avant et où de nouvelles puissances émergent : les pays BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), mais aussi d'autres marchés émergents comme le Mexique, l'Indonésie, le Nigeria, le Pakistan, la Turquie, la Corée du Sud et le Viêt-Nam. L'aide au développement occidentale n'étant plus aussi importante qu'auparavant, les défenseurs traditionnels de l'espace civique et des droits humains (bailleurs de fonds et institutions multilatérales du monde occidental) ne sont aujourd'hui plus les seuls protecteurs des normes mondiales relatives à l'espace civique.

Partout dans le monde, les gouvernements étendent leur pouvoir pour rejeter des normes et pratiques qu'ils jugent contraires à leur souveraineté nationale¹⁷, même s'il s'agit souvent de protéger les élites plutôt que de véritables intérêts nationaux. Les États bénéficiaires insistent parfois sur l'importance de « l'appropriation nationale » du développement, en tant que critère d'efficacité de l'aide, afin de justifier un contrôle accru des acteurs de la société civile qui reçoivent des fonds d'aide internationaux, en particulier les acteurs les plus critiques¹⁸. En outre, au cours de la dernière décennie, certains États occidentaux ont de plus en plus souvent privilégié les intérêts économiques, politiques et sécuritaires par rapport aux problématiques de réduction de la pauvreté, de l'espace civique et des droits humains.

Il est important de dissocier les problématiques d'espace civique et, de manière plus générale, de droits fondamentaux, de la division Nord-Sud (ou Est-Ouest). La réduction et la transformation de l'espace civique se font sentir partout dans le monde, avec des spécificités qui dépendent de la situation de la société civile locale des divers pays. Il va de soi que la société civile ne concerne pas exclusivement ni principalement le monde occidental. Des formes diverses de vie associative et de participation civique sont profondément ancrées dans toutes les sociétés du monde, quelle que soit la nature du pouvoir politique en place. L'existence d'associations bénévoles remonte à au moins 8 000 ans avant notre ère, au Moyen-Orient à l'origine, et de telles associations se retrouvent sur tous les continents¹⁹. Ainsi, il est infondé de penser que l'espace civique représente des ambitions d'autorités occidentales ou d'autres gouvernements étrangers.

Inégalités croissantes : les élites politiques et économiques répriment toute action citoyenne qui remet en cause les puissants intérêts des particuliers

La réduction de l'espace civique va de pair avec l'accroissement de la mainmise des élites économiques sur les institutions étatiques. L'enrichissement des milliardaires découlant de secteurs d'activité en lien étroit avec les États a augmenté considérablement depuis les années 1990²⁰. Les offres de privatisation généreuses, les ressources naturelles cédées à des prix non équitables, les affaires de corruption dans la passation de marchés publics, les exonérations fiscales et les possibilités d'évasion fiscale sont autant de moyens pour les élites économiques ayant des relations de s'enrichir aux dépens de la population. Ces élites peuvent aussi user de leur influence sur les institutions étatiques pour restreindre les possibilités offertes à la société civile de demander des comptes aux pouvoirs publics et au secteur privé concernant ces pratiques.

Par certains côtés, les mesures de restriction visant la société civile peuvent être considérées comme un retour de manivelle après les avancées liées au travail de mobilisation et de plaidoyer de la société civile. Dans les années 1990 et 2000, beaucoup d'organisations de la société civile ont laissé de côté la prestation de services pour privilégier une approche fondée sur les droits et un travail visant à influencer sur les processus politiques. Dans le même temps, il a été observé que les mouvements sociaux pouvaient rassembler des personnes de tous les niveaux sociaux, au moyen de nouvelles technologies et de tactiques créatives de mobilisation, afin de faire pression sur les autorités. Toutefois, plus l'influence et le pouvoir de la société civile de dénoncer les inégalités et les injustices augmentent, plus les personnes qui ont tout intérêt à maintenir le statu quo souhaitent restreindre et contrôler l'espace dévolu aux débats publics et à la mobilisation de la population²¹.

Caractère évolutif de la sécurité : lutte antiterroriste et sociétés polarisées

L'insécurité accrue a eu des répercussions immenses sur l'espace civique. L'essor des groupes violents motivés par des considérations idéologiques, les interventions militaires en réaction aux insurrections, les conflits qui éclatent dans des contextes fragiles, les actes de terrorisme et les crimes transnationaux ont fait de la sécurité une préoccupation de plus en plus dominante au niveau mondial. Dans certains cas, des groupes violents mus par des motifs idéologiques ont créé des organisations de la société civile fictives ou ont détourné les missions d'organisations de la société civile existantes pour acheminer des fonds²². Cela a conduit le Groupe d'action financière (GAFI), organisme intergouvernemental de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, à déclarer que le secteur des activités à but non lucratif était « particulièrement vulnérable » aux agissements terroristes. Des gouvernements s'appuient sur les recommandations du GAFI pour justifier les restrictions en matière de financement et les démarches administratives fastidieuses qui sont demandées aux groupes de la société civile²³.

Aucune donnée statistique n'indique que les organisations de la société civile sont plus vulnérables aux agissements des groupes violents aux motivations idéologiques que d'autres acteurs non étatiques. En conséquence, le GAFI a

supprimé cette déclaration spécifique de ses recommandations en 2016²⁴.

Toutefois, les pouvoirs publics continuent de mettre en avant la lutte contre le terrorisme pour cibler des groupes de la société civile pourtant légitimes²⁵. En outre, plusieurs lois relatives à la sécurité et à l'ordre public ont récemment été adoptées et appliquées dans divers pays ; ces lois restreignent considérablement et érigent en infraction des formes légitimes d'actions civiques comme les manifestations²⁶. Par ailleurs, de nombreux gouvernements omettent de prendre des mesures de sécurité adéquates pour protéger les groupes de la société civile des attaques de groupes violents mus par des motifs idéologiques.

Les nouvelles technologies offrent des plateformes et des réseaux de militantisme qui n'étaient pas disponibles auparavant, mais accroissent aussi les moyens de surveiller la société civile. Les citoyens qui craignent les violences et le terrorisme soutiennent souvent - ou au moins tolèrent - ces restrictions. Il a parfois été accepté que des intérêts économiques, politiques ou de sécurité priment sur l'état de droit, les droits humains et la société civile, mais le fait de réprimer la dissidence au nom de la sécurité renforce les clivages et donne lieu à des sociétés plus fragiles et moins protégées²⁷.

Remise en question de la légitimité de la société civile : faible redevabilité et relations insuffisantes avec les citoyens

Les défaillances en matière d'obligation de rendre des comptes et de soutien public compromettent grandement le pouvoir et la situation de la société civile institutionnalisée. Parce qu'elles dépendent de fonds versés par des donateurs externes, certaines organisations non gouvernementales sont perçues comme des entités dirigées par des élites coupés de la réalité, qui se soucient plus des exigences des bailleurs de fonds que des préoccupations des personnes qu'ils prétendent représenter. Beaucoup d'organisations de la société civile institutionnalisées n'ont pas réussi à nouer de véritables relations avec les citoyens, à accueillir la jeune génération au sein de leurs organisations et à faire le lien entre leurs propres programmes et campagnes et les mouvements sociaux plus vastes.

Certaines font appel à des prestataires privés à but lucratif pour mettre en place des programmes de développement financés par des bailleurs de fonds. Cela peut nuire à la réputation des acteurs du développement international si ces entreprises donnent l'impression de tirer profit de la pauvreté. De plus, des nouveaux types de groupes et d'organisations risquent de s'attirer l'hostilité des citoyens vis-à-vis de la société civile : les « ONG valises²⁸ », les ONG soutenues par les gouvernements²⁹ et les groupes violents motivés par des considérations idéologiques, qui propagent des discours de haine et d'intolérance. La population risque par conséquent de ne plus concevoir l'espace civique comme étant véritablement représentatif des citoyens et comme un espace participatif.

Dès lors, il n'est pas étonnant que les citoyens se détournent des organisations de la société civile, comme ils se détournent des institutions politiques³⁰. Résultat, dans de nombreux cas, l'État n'est pas confronté à un mouvement coordonné d'opposition lorsque qu'il décide de réduire l'espace civique. Les autorités en profitent, au moyen de réglementations qui restreignent les possibilités pour la société civile de débattre des ambitions économiques et politiques des pouvoirs

publics ou de les contester. Les autorités ciblent les militants individuels, qui ne sont pas en lien avec les structures de soutien institutionnelles, tout en adoptant des mesures de restriction concernant l'obtention de financements étrangers et en imposant des conditions juridiques très contraignantes aux ONG internationales.

Changer le discours sur le développement : interrogations sur la valeur de la société civile

Dans les années 1990, la communauté internationale des bailleurs de fonds estimait que le soutien apporté à la société civile contribuait à promouvoir la démocratie et représentait ainsi une fin en soi. Au cours des dix dernières années, la vision de la société civile a changé. Le fait de prendre part à l'action de la société civile est de plus en plus souvent considéré comme un moyen de favoriser le développement national et de réduire la pauvreté, essentiellement en fournissant des services. Ainsi, certains bailleurs de fonds et gouvernements ont remplacé les subventions destinées aux organisations de la société civile par des contrats de mise en œuvre de programmes de développement et de prestation de services en partenariat avec les pouvoirs publics et le secteur privé³¹.

Par ailleurs, le secteur privé prend de plus en plus part à la mise en œuvre de programmes financés au titre de l'aide publique au développement (ADP), qui vont dans le sens des objectifs de développement durables, dans le cadre de leurs stratégies liées à leur activité principale ou à la Responsabilité Sociale des Entreprises³². Certains bailleurs de fonds et gouvernements semblent penser que la participation du secteur privé n'apporte pas une participation supplémentaire, mais vient plutôt remplacer la participation de la société civile. Cela limite l'espace et les ressources mise à la disposition de la société civile, en particulier des acteurs qui adoptent des stratégies de plaidoyer public et des approches fondées sur les droits.

Montée du populisme, de l'autoritarisme et du nationalisme : érosion des valeurs liées à la liberté, à la démocratie et à la diversité

De par le monde, les systèmes démocratiques sont menacés. Selon Freedom House, l'année 2017 a représenté la douzième année consécutive marquée par un recul mondial des libertés³³. Les partis politiques populistes de droite exercent une influence en Europe, et des dirigeants populistes ont remporté des élections dans des pays aussi divers que la Hongrie, les Philippines et les États-Unis. Dans d'autres pays, des régimes militaires ou des gouvernements autoritaires ont remplacé des démocraties partielles³⁴.

Les dirigeants populistes et autocratiques ont tendances à être hostile aux acteurs internationaux de la société civile qui plaident en faveur de l'obligation de rendre des comptes, des droits humains universels, de la solidarité internationale et des droits des groupes marginalisés³⁵. Des dirigeants font obstacle aux activités sociales et de lutte contre la pauvreté des ONG, afin de pouvoir affirmer être les seuls artisans à l'origine des progrès obtenus au niveau national.

La plupart des dirigeants totalitaires ou populistes défendent des idées nationalistes, en affirmant protéger « l'identité de la nation » et ses intérêts. En général, la définition de l'identité nationale est très restreinte et exclut des

personnes en fonction de leur origine ethnique, de leur appartenance religieuse ou culturelle, de la couleur de leur peau, de leur orientation sexuelle ou de leurs opinions politiques. De même, les intérêts nationaux correspondent aux intérêts propres des dirigeants. Un tel discours nationaliste permet aux dirigeants ainsi qu'aux sympathisants du gouvernement au sein des médias, de la société civile et du secteur privé de décrédibiliser les acteurs de la société civile qui représentent les minorités ou les dissidents, et d'affirmer qu'ils menacent l'unité et les intérêts nationaux³⁶.

4 CRÉER ET REPRENDRE L'ESPACE CIVIQUE

Dans divers pays, Oxfam collabore avec des acteurs locaux de la société civile et avec leurs alliés pour défendre et élargir l'espace civique. Les stratégies efficaces tiennent grandement compte du contexte. D'après l'expérience d'Oxfam, les stratégies sont plus efficaces lorsqu'elles mettent l'accent sur un ou plusieurs des changements clés suivants, dans le contexte spécifique du pays concerné :

CHANGEMENT 1 : SOUTIEN DE LA POPULATION DE L'ESPACE CIVIQUE

Partout dans le monde, des citoyens sont exposés à des mesures de répression lorsqu'ils font entendre leur voix pour faire bouger les lignes. Au même temps, les organisations de la société civile ont du mal à continuer d'exister et à produire des effets dans un tel contexte d'augmentation restrictions politiques et civiques. Les citoyens individuels comme les organisations de la société civile souffrent de la réduction de l'espace civique. Toutefois, les organisations de la société civile n'ont pas réussi, la plupart du temps, à établir des liens entre leurs difficultés et les vies des citoyens ordinaires.

Si ces organisations ne sont pas reconnues en tant qu'acteurs légitimes par la population et n'entretiennent pas de relations solides avec les citoyens, elles seront incapables de produire une réaction publique forte et durable lorsque la répression s'abattra sur la société civile. Les organisations de la société civile doivent mettre en place des structures permettant de satisfaire leur propre obligation de rendre des comptes, renforcer les liens qui les unissent aux partenaires locaux et placer la mobilisation civique au cœur de leurs activités. Pour cela, les acteurs de la société civile doivent pratiquer un leadership transformateur et féministe qui donne corps aux principes fondamentaux et aux valeurs des droits humains, à l'égalité entre hommes et femmes, à la participation, à la consultation et au respect de la dignité de chacun, doivent n'exclure personne et doivent permettre un renouvellement de la direction³⁷.

En nouant des liens plus forts avec les citoyens, les organisations de la société civile pourront présenter des témoignages et multiplier les initiatives qui font écho à la lutte des citoyens lambda pour reprendre possession de l'espace civique. Il est essentiel de comprendre et d'expliquer que les mesures de répression visant l'espace civique ne portent pas atteinte qu'aux ONG professionnelles. Les

manœuvres répressives pèsent aussi sur les groupes locaux et mouvements de citoyens non officiellement organisés, ainsi que sur les militants individuels et les journalistes. Ainsi, la capacité de chacun d'exprimer ses opinions et d'exercer ses droits est compromise.

Partant de ce constat, une initiative intéressante a été lancée en Inde. En 2017, des organisations de la société civile et des professionnels des médias ont conjugué leurs efforts pour mieux faire entendre les voix des personnes marginalisées dans les principaux espaces civiques. Des bourses ont notamment été proposées à des médias pour couvrir les problématiques qui touchent les populations marginalisées de façon originale et en se fondant sur des observations factuelles. Par ailleurs, des militants locaux et des groupes communautaires en marge ont bénéficié d'un soutien financier et de formations.

Il est essentiel que les acteurs de la société civile s'opposent farouchement à toute tentative de division de la société civile en deux camps : les « bons acteurs » d'un côté, qui contribuent aux objectifs de développement national, et les « mauvais acteurs » de l'autre, qui défendent l'obligation démocratique de rendre des comptes et les droits humains. Au lieu de cela, il convient d'insister sur les contributions et la légitimité d'acteurs civils très divers. Cela suppose une forte mobilisation des médias et des réseaux sociaux pour mieux faire connaître la contribution de la société civile en matière de changements positifs. Soulignons qu'une société saine doit pouvoir dialoguer et entendre les dissidents pour apaiser les conflits, accroître la cohésion sociale et mettre en place des solutions communes. Dans certains cas, des entreprises du secteur privé bien connues, des célébrités locales ou des chefs communautaires peuvent jouer le rôle de défenseurs influents et inhabituels de l'espace civique.

CHANGEMENT 3 : DES ACTEURS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE PUISSANTS

Dans le contexte de la réduction de l'espace civique, les détenteurs de pouvoir tentent de contrôler et de restreindre les activités des acteurs de la société civile. Ces acteurs doivent adapter leurs façons de travailler en conséquence et renforcer leurs structures internes pour rester efficaces dans un environnement restrictif. Oxfam leur propose cinq aspects à prendre en considération en vue de gagner en efficacité et de pouvoir mieux s'adapter aux situations de réduction et de transformation de l'espace civique.

Redevabilité

Les organisations de la société civile doivent avoir les mêmes exigences envers elles-mêmes que celles qu'elles demandent aux autres : elles doivent ainsi faire preuve de transparence et s'acquitter de leur obligation de rendre des comptes aux gouvernements, aux bailleurs de fonds, aux citoyens et aux partenaires. Elles ne doivent pas se contenter de stratégies minimales de mobilisation publique pour établir le bien-fondé de leurs activités au niveau des populations locales, mais viser des changements transformateurs dans la manière de travailler, et de faire participer les mouvements de bases et les citoyens. Le fait de renforcer la transparence et l'obligation de rendre des comptes permet de limiter le risque d'être accusé à tort de mauvaise gestion, de fraude ou d'évasion fiscale, et de réagir plus efficacement à toute tentative visant à discréditer l'organisation.

Résilience et préparation aux risques

Les acteurs de la société civile doivent se préparer à faire face à des risques comme des arrestations, des actes de harcèlement, le gel de leurs avoirs financiers, des atteintes à l'honneur de militants individuels, de groupes civils et d'organisations, ainsi que d'autres tactiques visant à restreindre leurs activités. Ils doivent pour cela développer des compétences et des systèmes globaux en matière de gestion des risques et de sécurité, allouer des budgets à l'atténuation et à la prévention des risques et aux situations d'urgence, et pouvoir compter sur des réseaux de soutien solides qui leur apportent une aide juridique, politique et psychosociale. Diversifier les sources de financement, y compris en mobilisant des ressources au niveau national, peut aussi permettre de renforcer la résilience des organisations de la société civile.

Formation d'alliances

Nous avons constaté que la coopération entre les divers acteurs de la société civile était le moyen le plus efficace de faire face aux menaces visant l'espace civique³⁸. Les alliances formées doivent être le plus élargies possible et inclure un maximum d'acteurs, aussi bien formels qu'informels, aux identités variées, d'organisations religieuses, de syndicats, de médias, d'universités, d'associations professionnelles, de groupes communautaires et de militants en ligne, entre autres. Il est souvent préférable de ne pas étiqueter ces alliances pour pouvoir accueillir dans cet espace des acteurs variés. En travaillant au sein de diverses alliances à la protection et au renforcement de l'espace civique, les acteurs de la société civile peuvent protéger les militants et organisations de la société civile les plus vulnérables ou les plus souvent pris pour cible, et peuvent défendre notre espace commun plus efficacement. Nous devons nous conformer aux principes de leadership féministe et de développement des mouvements, notamment en investissant dans des mécanismes et des compétences solides qui permettent de gérer les différences internes³⁹.

Nouveaux types de militantisme et nouvelles tactiques

Les acteurs de la société civile doivent réfléchir à de nouvelles stratégies et tactiques qui tiennent compte de la réduction et de la transformation des espaces, pour procéder à des changements à grande échelle. Les mouvements informels (de jeunes) sont particulièrement capables d'imaginer de nouvelles façons de s'organiser et de nouveaux espaces d'expression, de façon très créative et très flexible⁴⁰. La Journée Internationale de la Jeunesse 2017 donne une idée de cette créativité. Un Café Politico au Honduras, un programme en direct sur Facebook avec un haut responsable du gouvernement et des jeunes ruraux au Bangladesh, un événement PechaKucha en Somalie et une vidéo d'animation du programme mondial de la jeunesse pour éradiquer les inégalités ne sont que quelques-unes des plateformes d'expression des jeunes du monde entier⁴¹. Les organisations de la société civile plus institutionnalisées peuvent nouer des relations avec ces acteurs et s'instruire à leur contact, ce qui leur permettra d'envisager d'autres moyens de travailler et d'innover pour atteindre leurs objectifs dans des contextes de réduction et de transformation des espaces.

Diversité et solidarité

En tant que société civile, nous devons veiller à ce que notre espace soit ouvert à tous. Cela suppose d'accorder de l'importance à la diversité, de faire preuve de solidarité envers des groupes aux identités et aux motivations diverses, et de lutter contre toutes les formes de discrimination fondée sur le genre, l'âge, l'orientation sexuelle, l'origine ethnique, la nationalité ou d'autres caractéristiques identitaires au sein des organisations, de la société dans son ensemble et au niveau des pouvoirs publics. Les organisations nationales et internationales influentes doivent éviter d'accaparer l'espace que pourraient occuper d'autres groupes de militants moins puissants ou plus critiques. Au lieu de cela, les organisations influentes peuvent permettre aux acteurs moins puissants d'accéder à leurs réseaux et les aider à renforcer leurs capacités afin qu'ils puissent se faire entendre.

Il existe un exemple remarquable en Tunisie. À la suite de la montée des violences contre des associations et des citoyens de la communauté LGBTQI en 2015, le collectif pour les libertés individuelles a été créé, rassemblant des associations et des militants LGBTQI ainsi que des associations féministes et des défenseurs des droits humains. Ce collectif a soutenu la communauté LGBTQI lors de la Journée mondiale de lutte contre l'homophobie et la transphobie, le 17 mai 2016. Cet événement a été tenu secret avant d'être organisé ouvertement ; cette journée a représenté un tournant, permettant à la communauté LGBTQI de sensibiliser le grand public au combat qu'elle mène.

CHANGEMENT 3 : ESPACE POLITIQUE ET JURIDIQUE

Les gouvernements nationaux doivent élaborer et mettre en œuvre des politiques qui offrent un cadre légal favorable à l'action civique et qui garantissent les droits à la liberté d'association, d'expression, de réunion et d'information. Les gouvernements doivent aussi prévoir un espace de participation citoyenne dans les processus politiques. Beaucoup de détenteurs de pouvoir au sein des gouvernements nationaux taxent la société civile de menace envers ce qu'ils considèrent des intérêts nationaux et n'ont pas la volonté politique de créer davantage d'espace pour permettre aux différentes voix de s'exprimer. Cette perception et ce type de discours doivent être renversés, en insistant sur le rôle primordial de la société civile dans le cadre du contrat social entre les divers citoyens actifs et les États.

Outre les messages publics visant à changer l'état d'esprit et les attitudes des détenteurs de pouvoir, des stratégies spécifiques sont nécessaires pour disposer d'un appui politique en vue d'améliorer les cadres légaux en lien avec l'espace civique. Le travail d'influence et de pression sur les responsables gouvernementaux peut provenir de plusieurs sources, dont la société civile, les médias, parfois les citoyens dans la rue ou encore des détenteurs de pouvoir et diverses parties prenantes au niveau mondial. Selon le contexte et le type d'acteur concerné, il est possible de privilégier différentes approches de l'intérieur (engager un dialogue prudent et exercer une influence dans l'ombre pour créer une ouverture au changement, par exemple) et différentes approches tournées vers l'extérieur (campagnes publiques, actions médiatiques ou autres stratégies d'influence publiques et bien en vue).

L'association de ces approches différentes s'est avérée efficace au Viêt-Nam pour une alliance de la société civile. L'alliance, qui est dirigée par des ONG vietnamiennes, coordonne et organise des réunions avec des ONG, le gouvernement, des organisations internationales, des bailleurs de fonds et des citoyens dans le but de promouvoir l'action publique, la démocratie au niveau local et l'espace civique. L'alliance fait actuellement campagne en faveur de l'adoption d'une loi progressiste sur les associations. Le groupe peut s'appuyer sur ses réussites précédentes. En effet, en 2015 et en 2016, sans l'action de l'alliance, l'adoption d'un cadre juridique plus restrictif pour les associations n'aurait probablement pas pu être évitée. Fort d'un réseau multiple, le groupe a formulé des remarques détaillées et des propositions nouvelles au cours du processus législatif, tout en mobilisant la population au moyen d'une pétition en ligne.

CHANGEMENT 4 : NORMES AU NIVEAU GLOBAL ET REDEVABILITÉ

Les normes, les acteurs et les évolutions globales et régionales influent sur les dynamiques de l'espace civique au niveau national. Par conséquent, il est très important que les acteurs et les institutions du Nord et du Sud défendent activement les normes relatives à l'espace civique, empêchent toute érosion de ces normes par les détenteurs de pouvoir et exhortent les gouvernements à rendre des comptes au sujet de leurs engagements en faveur de l'espace civique.

Les institutions multilatérales (les Nations unies, par exemple) et régionales (l'Union africaine et la Commission interaméricaine des droits de l'homme, par exemple) doivent faire savoir haut et fort que l'espace civique et la participation citoyenne constituent des piliers indispensables pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD), pour parvenir à des sociétés pacifiques et justes, et surmonter les inégalités et la polarisation. Il est particulièrement important de soutenir les gouvernements champions du Sud et les institutions régionales telles que l'Union africaine et la Commission interaméricaine des droits de l'homme à prendre fait et cause pour l'espace civique afin de faire reculer l'idée selon laquelle l'espace civique n'est qu'une préoccupation occidentale.

Les institutions multilatérales, les plateformes et les forums doivent soutenir les normes relatives à l'espace civique et demander à leurs membres de rendre des comptes au sujet de leurs obligations et engagements internationaux en la matière. Parmi les plateformes potentielles, on peut citer le Partenariat pour un Gouvernement Ouvert (Open Government Partnership, OGP), dans le cadre duquel un grand nombre de gouvernements ont pris des engagements concernant des droits fondamentaux qui sous-tendent l'espace civique ; le Forum à haut niveau sur l'efficacité de l'aide, où sont définies des règles en lien avec les circuits d'aide et autres sources de financement du développement, qui exercent une influence sur les facteurs de l'espace civique ; l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (EITI), qui pourrait empêcher certaines entreprises privées du secteur de l'extraction de restreindre l'espace civique dans les régions dans lesquelles elles exercent leurs activités ; l'Union européenne (UE), qui défend depuis longtemps les droits humains, mais qui risque d'adopter des mesures de renforcement de la sécurité au détriment de l'espace civique, et la Banque mondiale, le FMI et les banques régionales de développement dont le poids économique peut permettre de protéger l'espace civique dans certains pays. Les grands bailleurs de fonds privés et bilatéraux sont d'autres acteurs clés qui doivent

fournir un soutien politique en faveur de l'espace civique et moduler les moyens de financement des groupes locaux de la société civile en fonction de leurs stratégies d'action et d'adaptation.

Il est également primordial de faire en sorte que le secteur privé appuie les normes globales et la redevabilité concernant l'espace civique. Le Centre de Ressources sur les Entreprises et les Droits de l'Homme a recensé 388 agressions de personnes et d'organisations travaillant sur les droits humains et sur les entreprises en 2017⁴². Les entreprises utilisent de plus en plus souvent des manœuvres de diffamation et les lacunes dans la législation pour ériger en infraction les activités légitimes des défenseurs des droits humains et des organisations de la société civile⁴³. Toutefois, un nombre croissant d'entreprises se rendent compte que leur sort est inextricablement lié à celui de la société civile⁴⁴. Un système politique et un appareil judiciaire corrompus, un climat de peur et de méfiance, et les difficultés d'enregistrement, d'exploitation et de financement sont aussi délétères pour les entreprises que pour la société civile. Ces préoccupations communes pourraient donner lieu à une plus grande coopération entre les entreprises et les acteurs de la société civile pour protéger l'espace civique. Cela pourrait compléter les actions des acteurs de la société civile et leur permettre d'exiger des entreprises qu'elles rendent des comptes sur leur participation ou leur absence de réaction aux attaques visant l'espace civique.

5 ENVISAGER L'AVENIR

Dans un contexte de réduction de l'espace civique, il est plus difficile pour la population, voire impossible dans certains cas, de revendiquer ses droits pour obtenir de meilleures conditions de vie, promouvoir la justice entre les hommes et les femmes, lutter contre les discriminations, créer des moyens de subsistance et les préserver, accéder à des services essentiels et survivre en période de crise ou après une catastrophe. L'objectif fondamental d'Oxfam est de donner aux citoyens les moyens de lutter contre la pauvreté et les injustices, mais la réduction de l'espace civique met en péril tout ce que nous faisons.

Cela étant, l'espace civique ne se réduit pas de manière linéaire. Les interactions dynamiques d'acteurs variés façonnent les espaces. Les acteurs de la société civile ont ainsi la possibilité d'en reprendre possession et de renégocier leur constitution. Il faut saisir les occasions qui se présentent pour former des alliances solides et faire preuve de solidarité envers les militants qui se trouvent en première ligne ; renforcer les liens avec les citoyens, favoriser la participation des partenaires, soutenir les structures permettant de rendre des comptes et étudier la possibilité de créer de nouveaux espaces et de nouvelles stratégies d'influence ; et enraciner les libertés civiques dans le nouvel ordre mondial. En résumé, comme l'a déclaré un directeur pays d'Oxfam :

« Nous ne devrions pas considérer la "réduction de l'espace" comme une nouvelle forme de normalité à laquelle nous devons nous adapter. Nous vivons une période historique de transition, et la balance peut pencher dans un sens comme dans l'autre : notre situation peut s'aggraver ou nous pouvons parvenir à un avenir bien meilleur. »

Ces dernières années, divers acteurs de la société civile ont laissé entrevoir ce que pourrait être cet « avenir meilleur » : des organisations féministes pratiquent un leadership transformateur, des groupes de jeunes donnent un nouvel élan au militantisme civique et à l'engagement politique des jeunes, des militants locaux utilisent les réseaux sociaux de façon originale pour mobiliser un public transnational et des organisations de développement et de défense des droits humains laissent leurs différences de côté pour travailler ensemble au changement social.

Il existe de nombreux autres exemples de ce qu'il est possible de faire pour que les citoyens, les acteurs de la société civile et leurs alliés développent l'espace civique et en reprennent possession. L'impact des efforts fournis dépendra grandement de la manière dont la société civile appréhendera la question de l'espace civique : comme un combat pour sa propre survie institutionnelle ou comme une lutte collective en faveur des droits fondamentaux et de la capacité de chacun à être maître de son avenir. Dans le premier cas, chaque acteur se retrouve isolé si des mesures de répression sont prises, tandis que dans le deuxième cas, il est possible de protéger, voire d'étendre, notre espace commun.

RECOMMANDATIONS

Oxfam pense que pour renverser le phénomène de réduction de l'espace civique, il est nécessaire de mener des actions engagées et de faire en sorte que les acteurs locaux et mondiaux de la société civile coopèrent, ainsi que les citoyens, les gouvernements, les institutions multinationales, les instituts de recherche et universités, les entreprises et les autres parties prenantes.

La réduction de l'espace civique constitue une violation grave des droits humains. En outre, il risque de menacer les possibilités de développement inclusif et d'entraver l'aide humanitaire. La réduction de l'espace civique alimente les conflits et accroît la fragilité. Tout investissement devient plus risqué et les options relatives aux moyens de subsistance deviennent limitées. La défense de l'espace civique n'entre pas dans les catégories traditionnelles, telles que la « protection des droits humains » ou « l'aide au développement ». La réduction de l'espace civique compromet les principes fondamentaux d'Oxfam et tous ceux qui partagent ces mêmes principes devraient se soucier de cette problématique.

Partenariat

Les partenariats prennent tout leur sens lorsque les partenaires partagent non seulement les résultats positifs de leur coopération, mais aussi les risques et les difficultés auxquels ils sont confrontés, en particulier lorsque certains des partenaires sont moins influents et possèdent moins de ressources que d'autres pour faire face à ces risques. La solidarité entre les partenaires ne doit pas se limiter à la mise en œuvre d'activités ou de programmes spécifiques. Dans le cadre d'un partenariat efficace, une action concertée doit être mise en place dès que les droits d'un partenaire sont violés.

Les partenariats doivent dépasser les relations donateurs/bénéficiaires ou organisation chargée des stratégies/organisation chargée de la mise en œuvre pour parvenir à des partenariats d'égal à égal. Cela suppose de respecter l'autonomie et l'identité institutionnelle de l'autre partie, tout en engageant un

dialogue et des discussions pour trouver des terrains d'entente. Les formes du partenariat doivent refléter ce respect en offrant à chacun des partenaires la flexibilité et l'espace dont il a besoin pour prendre des décisions de manière autonome et responsable. Le leadership mené par des groupes de la société civile du Sud est essentiel pour savoir quand et comment les acteurs mondiaux doivent agir, et quand leur rôle devrait plutôt consister à d'encourager d'autres acteurs à conduire le mouvement. Les organisations de la société civile doivent adapter leurs systèmes afin de jouer un rôle de catalyseur et de médiateur pour soutenir les mouvements sociaux et les initiatives de la population.

Autonomisation

Les personnes accèdent à l'autonomie lorsqu'elles peuvent prendre en main leur destin et avoir la conviction qu'elles peuvent véritablement apporter des changements. Pour parvenir à cette autonomisation, les personnes doivent pouvoir faire entendre leur voix et disposer de l'espace nécessaire pour décider de leur avenir. Toutefois, cette autonomisation est compromise si les autorités réprouvent et remettent en question la légitimité qu'ont les personnes « ordinaires » à s'exprimer (leur pouvoir intrinsèque) et si les acteurs influents étouffent l'action collective de la population (leur pouvoir collectif).

Pour créer des espaces aptes à libérer le potentiel et à favoriser l'autonomisation, nous devons défendre l'espace d'expression et d'action de chaque citoyen et non pas seulement l'espace dont la société civile institutionnalisée a besoin. Les organisations mieux dotées en ressources et plus puissantes doivent prendre conscience de leur pouvoir et veiller à ne pas accaparer l'espace d'autres militants et de groupes plus informels. Pour bien cerner les dynamiques de pouvoir qui sous-tendent la réduction et la transformation de l'espace civique, nous devons d'abord chercher à comprendre notre propre pouvoir par rapport aux autres.

Inclusivité

Les citoyens se sentent exclus de la société s'ils ont le sentiment que les décideurs ne tiennent pas compte de leurs besoins ni de leurs intérêts, et s'ils ne peuvent pas prendre part aux décisions qui ont des incidences sur leur vie. Pour participer utilement, les citoyens doivent pouvoir s'exprimer sans avoir peur des répercussions et doivent pouvoir disposer de l'espace nécessaire pour s'organiser à plusieurs, débattre et défendre leurs intérêts et leurs idées, en particulier si ces idées diffèrent des courants majoritaires et du statu quo. Les politiques et les décisions gouvernementales ont plus de chance d'être représentatives et pérennes si elles entrent dans le cadre de processus décisionnels transparents, qui tiennent compte d'opinions et d'informations diverses. La répression des voix dissidentes et le refus de mener des discussions ont souvent des effets contraires aux effets recherchés, accentuant les clivages et donnant lieu à des sociétés plus fragiles.

La défense de l'espace civique doit faire partie intégrante des stratégies de développement sans exclusion et de promotion de sociétés soudées. L'espace civique ne se résume pas à l'absence de restrictions. Pour veiller à n'exclure personne, nous devons transformer les dynamiques oppressives de pouvoir qui font que les personnes marginalisées ne peuvent actuellement pas être entendues. Il convient notamment d'accroître l'aide morale, technique et financière apportée aux personnes dont les identités sont marginalisées et aux organisations

dont elles font partie, et de lutter contre les politiques, pratiques et positions patriarcales et discriminatoires au sein de la société civile, du secteur privé, du gouvernement et de la société dans son ensemble.

Redevabilité

Des organisations comme Oxfam doivent justifier leurs décisions et actions auprès des citoyens et des autres parties prenantes pour asseoir leur légitimité au niveau de la société. La transparence des informations est indispensable pour rendre des comptes publics. En outre, nous devons veiller à tenir compte des divers points de vue lorsque nous prenons des décisions. Pour cela, nous devons au moins consulter les personnes concernées par nos décisions et nos activités. Plus les opinions que nous entendrons seront diverses, plus nous aurons de chance de trouver des compromis acceptables. Cela suppose aussi d'écouter et de respecter les critiques et les points de vue divergents. Enfin, nous devons accepter le fait que nous serons tenus pour responsables. Les citoyens et les autres parties prenantes ont le droit de nous exhorter d'assumer les responsabilités liées à nos propres engagements et à nos obligations aux termes du droit international et national.

Intégrité

L'espace civique influe sur tout ce que fait la société civile, et tout ce que fait la société civile influence l'espace civique. L'espace civique est un élément essentiel des stratégies de développement durable, de croissance économique qui n'exclut personne, de bonne gouvernance, de paix, de stabilité, de sécurité et de cohésion sociale. Cet espace n'a rien de facultatif. Par conséquent, pour atteindre nos objectifs, nous devons insister sur le respect des organisations et des citoyens de la société civile qui exercent leur droit de se faire entendre, et veiller à n'exclure personne. Les organisations de la société civile doivent aussi réfléchir à la façon dont leurs propres politiques et pratiques contribuent à réduire ou à accroître l'espace civique dont disposent des groupes spécifiques, et inclure la problématique de l'espace civique dans l'ensemble de leurs politiques, stratégies et activités.

NOTES

- 1 Freedom House (2018). Freedom in the World 2018. https://freedomhouse.org/sites/default/files/FH_FITW_Report_2018_Final_SinglePage.pdf
- 2 Front Line Defenders (2018). Annual Report on Human Rights Defenders at Risk in 2017. <https://www.frontlinedefenders.org/en/file/4417/download?token=nNJxzC-E>
- 3 CIVICUS (2017). People Power Under Attack: Findings from the CIVICUS Monitor. Ratings Update October 2017. <https://monitor.civicus.org/Ratingsupdatesept17/>
- 4 Freedom House (2018). Freedom in the World 2018. https://freedomhouse.org/sites/default/files/FH_FITW_Report_2018_Final_SinglePage.pdf
- 5 Women Human Rights Defenders International Coalition (2012). Global Report on the Situation of Women Human Rights Defenders. http://defendingwomen-defendingrights.org/wp-content/uploads/2014/03/WHRD_IC_Global-Report_2012.pdf
- 6 Oxfam (2013). Le pouvoir citoyen contre la pauvreté : Plan stratégique d'Oxfam 2013-2019. https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file_attachments/story/oxfam-strategic-plan-fr-2013-2019_0.pdf
- 7 Atrocities Watch Africa. (2017). Uganda Watch Update: 6-13 December 2017. <http://atrocitieswatch.org/wp-content/uploads/2017/12/Uganda-Watch-Update-8.pdf>
- 8 Oxfam (8 septembre 2017). Oxfam responds to urgent needs of people fleeing Myanmar conflict to Bangladesh [communiqué de presse]. <https://www.oxfam.org/en/pressroom/pressreleases/2017-09-08/oxfam-responds-urgent-needs-people-fleeing-myanmar-conflict>
- 9 Global Witness (2017). Defenders of the Earth: Global killings of land and environmental defenders in 2016. https://www.globalwitness.org/documents/19122/Defenders_of_the_earth_report.pdf.pdf ; Global Witness and the Guardian (2017). The Defenders: 188 environmental defenders have been killed so far in 2017 while protecting their community's land or natural resources. <https://www.theguardian.com/environment/ng-interactive/2017/jul/13/the-defenders-tracker>
- 10 Oxfam. (2016). Unearthed: Land, Power and Inequality in Latin America. https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file_attachments/bp-land-power-inequality-latin-america-301116-en.pdf ; Oxfam (2016). The Risks of Defending Human Rights: The rising tide of attacks against human rights activists in Latin America. <https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/bn-el-riesgo-de-defender-251016-en.pdf>
- 11 Nazar (2016). The Netherlands: Journalists face threats in heated Black Pete racism debate. Mapping Media Freedom. <https://mappingmediafreedom.org/plus/index.php/2016/12/19/the-netherlands-journalists-face-threats-in-heated-black-pete-racism-debate/>
- 12 https://civicus.org/documents/reports-and-publications/SOCS/2018/socs-2018-overview_top-ten-trends.pdf
- 13 Oxfam (2014). Au service de la majorité : Des services publics pour combattre les inégalités https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file_attachments/bp182-public-services-fight-inequality-030414-en_1.pdf
- 14 ICNL (2017). Civic Freedom Monitor: India. <http://www.icnl.org/research/monitor/india.html> ; CIVICUS (16 décembre 2016). 7 more CSOs refused FCRA licenses in India. <https://monitor.civicus.org/newsfeed/2016/12/16/7-more-csos-refused-fcra-licenses-india/>
- 15 CIVICUS (2017). People Power Under Attack: Findings from the CIVICUS Monitor. Ratings Update October 2017. <https://monitor.civicus.org/Ratingsupdatesept17/>
- 16 Themudo, N.S. (2013). Reassessing the Impact of Civil Society: Nonprofit Sector, Press Freedom, and Corruption. *Governance* 26, 63–89; Magnoa, C. & Gatmaytanc, D. (2017). Corruption and civic space: Contextual factors influencing EITI compliance. *The Extractive Industries and Society* 4, 806-815.
- 17 Carothers, T. (2015). The Deeper Struggle Over Country Ownership. Dans OCDE, *A Governance Practitioner's Notebook: Alternative Ideas and Approaches*. <https://www.oecd.org/dac/accountable-effective-institutions/Governance%20Notebook.pdf>
- 18 Ibid ; Rutzen, D. (2015). Aid Barriers and the Rise of Philanthropic Protectionism. *International Journal of Not-for-Profit Law* 17(1).
- 19 Smith, D. H. (1997). The International History of Grassroots Associations. *International Journal of Comparative Sociology* 38(3/4), 189-216.
- 20 Oxfam (2016). Une économie au service des 1 % Ou comment le pouvoir et les privilèges dans l'économie exacerbent les inégalités extrêmes et comment y mettre un terme. https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file_attachments/bp210-economy-one-percent-tax-havens-180116-en_0.pdf
- 21 Carothers, T. & Brechenmacher, S. (2014). Closing space: democracy and human rights support under fire. Carnegie Endowment for International Peace. http://carnegieendowment.org/files/closing_space.pdf
- 22 GAFI (2014). Risk of Terrorist Abuse in Non-Profit Organisations. <http://www.fatf-gafi.org/media/fatf/documents/reports/Risk-of-terrorist-abuse-in-non-profit-organisations.pdf>
- 23 Hayes, B. (2012). Counter-terrorism, 'policy laundering' and the FATF: Legalising surveillance, regulating civil society. Transnational Institute & Statewatch. http://fatfplatform.org/wp-content/uploads/2015/02/Legalising-Surveillance-Regulating-Civil-Society_Ben-Hayes.pdf ;

- 24 GAFI (2017). International Standards on Combating Money Laundering and the Financing of Terrorism & Proliferation: The FATF Recommendations. <http://www.fatf-gafi.org/media/fatf/documents/recommendations/pdfs/FATF%20Recommendations%202012.pdf>
- 25 CIVICUS (2017). Year in Review: International Governance. State of Civil Society Report 2017. <https://civicus.org/documents/reports-and-publications/SOCS/2017/year-in-review/international-governance.pdf>
- 26 Voir, par exemple, Amnesty International (2018). Espagne : Tweetez... Si vous l'osez : Les lois antiterroristes réduisent la liberté d'expression en Espagne <https://www.amnesty.org/download/Documents/EUR4179242018FRENCH.PDF> ; Amnesty International (2018). France : Un droit, pas une menace : Restrictions disproportionnées à la liberté de réunion pacifique sous couvert de l'état d'urgence en France <https://www.amnesty.org/download/Documents/EUR2161042017FRENCH.PDF>
- 27 Emmerson, B. (2015). Rapport du Rapporteur spécial sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste. Assemblée générale des Nations unies. http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/70/371&referer=/english/&Lang=F ; Wall, K. (2012). Addressing Violent Extremism: Creating Spaces for Civil Society Engagement. The Civil Society Network for Human Security. <http://www.humansecuritynetwork.net/documents/125374024/0/Report+of+the+June+26+Global+Conference+Addressing+Violent+Extremism>
- 28 Une « ONG valise » est une organisation à but non lucratif créée officiellement, mais uniquement dans le but de recevoir des financements qui vont dans les poches des personnes qui prétendent diriger l'ONG. Il n'existe aucun chiffre fiable pour évaluer l'ampleur du phénomène.
- 29 Une organisation non gouvernementale soutenue par le gouvernement est une ONG déclarée, mais contrôlée et souvent soutenue par l'État en vue de promouvoir ses intérêts politiques au niveau national et/ou à l'étranger.
- 30 Edelman (2017). Edelman Trust Barometer 2017: Annual Global Study.
- 31 CIVICUS (2017). Thematic Overview: Civil Society and the Private Sector. <https://www.civicus.org/documents/reports-and-publications/SOCS/2017/thematic-synthesis.pdf>
- 32 OCDE (2016). Coopération pour le développement 2016 Investir dans les Objectifs de développement durables, choisir l'avenir https://www.oecd-ilibrary.org/fr/development/cooperation-pour-le-developpement-2016_dcr-2016-fr
- 33 Freedom House (2018). Freedom in the World 2018. https://freedomhouse.org/sites/default/files/FH_FITW_Report_2018_Final_SinglePage.pdf
- 34 Ibid.
- 35 Galasso, N., Feroci, G. N., Pfeifer, K. & Walsh, M. (2017). The Rise of Populism and its Implications for Development NGOs. Oxfam. https://www.oxfamamerica.org/static/media/files/The_Rise_of_Populism_and_its_Implications_for_Development_NGOs.pdf
- 36 CIVICUS (2017). Year in Review: New democratic crisis and civic space. <http://www.civicus.org/documents/reports-and-publications/SOCS/2017/year-in-review/new-democratic-crisis.pdf>
- 37 Pour en savoir plus sur l'approche d'Oxfam concernant le leadership transformateur en faveur des droits des femmes, voir Oxfam (2014). Transformative Leadership for Women's Rights: An Oxfam Guide. https://d1tn3vj7xz9fdh.cloudfront.net/s3fs-public/file_attachments/transformative-leadership-womens-rights-oxfam-guide.pdf ; Oxfam America (2017). Transformative and Feminist Leadership for Women's Rights. https://www.oxfamamerica.org/static/media/files/Transformative_and_Feminist_Leadership_for_Womens_Rights.pdf
- 38 Barahona, R. (2017). How to carry out campaigns in a context of narrowing spaces and not perish in the attempt? Learning from Crece-Nicaragua. Oxfam ; Oxfam & CCP-AU (2016). Mettre la voix des citoyens au centre du développement : Faire face au rétrécissement de l'espace civique en Afrique Pan Africa Policy Brief. https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file_attachments/oxfam-policy-brief-civil-society-nov16_fr.pdf
- 39 Oxfam (2014). Transformative Leadership for Women's Rights: An Oxfam Guide. https://d1tn3vj7xz9fdh.cloudfront.net/s3fs-public/file_attachments/transformative-leadership-womens-rights-oxfam-guide.pdf ; Oxfam America (2017). Transformative and Feminist Leadership for Women's Rights. https://www.oxfamamerica.org/static/media/files/Transformative_and_Feminist_Leadership_for_Womens_Rights.pdf
- 40 Voir, par exemple, Youngs, R. et al. (2017). Global Civic Activism in Flux: Case studies from eight countries show how civic activism across the world is evolving and reveal crosscutting themes relevant to the future of civil society support. Carnegie Europe. https://carnegieendowment.org/files/Global_Civic_Activism_INT_Final_Full.pdf ; Abujbara, J. et al. (2017). Beautiful Rising: Creative Resistance from The Global South. OR Books.
- 41 Oxfam (2017). International Youth Day 2017: Let's Trigger Change!. <https://oxfamactiveyouth.org/international-youth-day-2017-lets-trigger-change/>
- 42 Business & Human Rights Resource Centre (2018). Key findings (Feb 2018). <https://www.business-humanrights.org/en/key-findings-from-the-database-of-attacks-on-human-rights-defenders-feb-2017>
- 43 Business & Human Rights Resource Centre (2018). Business, Civic Freedoms & Human Rights Defenders Portal. <https://www.business-humanrights.org/en/bizhrds>
- 44 Charities Aid Foundation (2016). Beyond Integrity: Exploring the role of business in preserving the civil society space. <https://www.cafonline.org/docs/default-source/about-us-publications/caf-beyondintegrityreport-web-oct16v2.pdf>

© Oxfam International Juillet 2018

Ce document a été rédigé par Inga Ferber, avec la contribution de Barbara Oosters, Jo Rowlands et Araddhya Mehtta.

Ce document est soumis aux droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. E-mail : policyandpractice@oxfam.org.uk

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-1-78748-310-1 juillet 2018.

DOI : 10.21201/2018.3095

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 20 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans plus de 90 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org

Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org)	Oxfam Japon (www.oxfam.jp)
Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)	Oxfam Mexique (www.oxfammexico.org)
Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)	Oxfam Nouvelle Zélande (www.oxfam.org.nz)
Oxfam Brésil (www.oxfam.org.br)	Oxfam Novib (Pays-Bas) (www.oxfamnovib.nl)
Oxfam Canada (www.oxfam.ca)	Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)
Oxfam France (www.oxfamfrance.org)	Oxfam Afrique du Sud (http://www.oxfam.org.za/)
Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)	
Oxfam Grande-Bretagne (www.oxfam.org.uk)	
Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)	
Oxfam IBIS (Danemark) (www.ibis-global.org)	Membre observateur :
Oxfam Inde(www.oxfamindia.org)	Oxfam Turquie
Oxfam Intermón (Espagne) (www.intermonoxfam.org)	
Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)	
Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)	